



Les Tibétains, dont Palden Gyatso sur la gauche, et leur défense arrivant à la Haute Cour de Justice espagnole, le 19 mai 2008 à Madrid. Les moines viennent témoigner dans le cadre de l'enquête judiciaire sur l'accusation de génocide commis par les troupes communistes chinoises au Tibet. Le juge doit évaluer l'accusation portée par le Comité de Soutien du Tibet, l'ONG pro-tibétaine basée à Madrid (CAT Comité de Apoyo Al Tíbet) dénonçant le fait que plus d'un million de Tibétains soient morts ou aient disparu des suites directes de l'occupation du Tibet par la Chine. (AP Photo/Paul White)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'ONG « CAT Comité de Apoyo Al Tíbet » - 16 mai 2008

LES VICTIMES DU GENOCIDE AU TIBET TÉMOIGNERONT DEVANT LA HAUTE COUR D'ESPAGNE (AUDIENCIA NACIONAL) ALORS QUE LES JEUX OLYMPIQUES APPROCHENT

Après plus de cinquante ans d'impunité concernant le [génocide](#) du **Peuple Tibétain**, les victimes pourront enfin témoigner de leurs souffrances, le 19 mai 2008 à 09 heures 30, devant la Deuxième Chambre de la Haute Cour de Justice en Espagne (Audiencia Nacional).

En premier lieu, parmi toutes les voix qui s'exprimeront, celle de **Palden Gyatso**, un moine qui se trouvait (en 1959) au monastère de Drepung d'où partirent les premières manifestations.

Palden Gyatso fut arrêté en 1959 pour le motif d'avoir organisé des manifestations avec un groupe de moines. Il a passé 33 ans en détention. Au cours de son emprisonnement il vit beaucoup de prisonniers tibétains mourir des suites de leurs tortures en prison et des travaux forcés dans de véritables camps d'extermination.

Sa biographie "[Le feu sous la neige](#)" décrit son enfance au Tibet à partir de sa naissance en 1933. Il y décrit le soulèvement de la population à Lhassa dès 1959, son arrestation et tout ce qu'il a enduré ensuite au cours de ses 33 ans de détention, avec les tortures physiques et morales, les exécutions sommaires à l'intérieur des prisons, la famine organisée, les campagnes de rééducation patriotique, les travaux forcés, etc.

Palden Gyatso fut libéré en 1992 grâce en particulier aux campagnes d'Amnesty International Italie.

En apprenant qu'il devrait aller à Madrid, le moine tibétain déclara : " plus de cinquante ans après le génocide de mon Peuple, qui a causé la mort de plus d'un million de Tibétains des suites de l'occupation militaire, une Cour de Justice va enfin se mettre à l'écoute de nos souffrances. Il y a quelques années quand j'étais en train de subir la torture en prison au Tibet, mon rêve était qu'un jour nous puissions témoigner devant une cour de justice de toutes les horreurs subies par nos milliers de frères et soeurs. "

Témoignera aussi **Jampel Monlam**, un autre ancien moine du monastère de Drepung, qui a subi la torture pour avoir voulu témoigner de ce que fut la répression infligée aux Tibétains en mars 1989, la pire jusqu'à présent. Cette répression avait été décidée personnellement par le Secrétaire du Parti Communiste Chinois au Tibet, à l'époque Hu Jintao, devenu depuis l'actuel Président de la Chine.

Jampel Monlam est maintenant directeur-adjoint du Centre Tibétain des Droits de l'Homme et de la Démocratie (voir le site du Centre www.TCHRD.org) au sein de la communauté tibétaine en exil à Dharamsala, Inde.

Avant de partir pour l'Espagne il déclarait : « J'espère que notre témoignage et l'enquête sur le dossier du Tibet menée par la Cour Espagnole permettra de faire le jour sur les actes perpétrés contre notre peuple. Nous croyons vraiment que cette procédure judiciaire contribuera à la prise de conscience de la communauté internationale, lui rappelant que les droits de l'homme passent bien avant les intérêts commerciaux. Nous espérons aussi que la Chine, hôte des Jeux Olympiques, respectera les droits fondamentaux des Tibétains ».

Le juge a appelé deux autres victimes à témoigner :

- **Bhagdro**, un ancien moine du monastère de Ganden, arrêté en mai 1996 avec 60 autres moines, et torturé pour avoir refusé de coopérer avec la campagne de re-éducation patriotique menée dans les monastères tibétains pour amener les moines à avilir le Dalai Lama.
- **Tenzin Tsundue**, l'activiste prévenu trop tardivement par le juge, n'aura pas la possibilité de se présenter devant la Cour.

Depuis le 10 mars 2008, une nouvelle vague de répression s'est abattue sur les Tibétains. A ce jour le TCHRD(*) dénombre 203 morts, plus de quatre mille personnes arrêtées et des centaines de cas de torture et de mauvais traitements.

Les manifestations à l'origine de cette nouvelle crise révèlent le désespoir de tout un peuple après plus de cinquante ans de violations systématiques des droits de l'homme.

Ce ne sont pas des incidents sporadiques et indépendants : les Tibétains ont en effet décidé de profiter de cette période où le monde a les yeux braqués sur la Chine, à l'occasion des Jeux Olympiques, pour se faire entendre et en s'adressant à la Communauté Internationale.

Les experts des Nations Unies, ceux de la Commission Internationale des Juristes et des organisations de défense des droits de l'homme, telles que [Amnesty International](http://www.amnesty.org) et [Human Rights Watch](http://www.hrw.org), ont demandé qu'une commission internationale aille enquêter sur les événements.

Plusieurs semaines se sont écoulées depuis que la Chine a refusé toute commission de quelque sorte que soit. Elle a même expulsé tous les correspondants étrangers.

Alors les victimes du génocide au Tibet élèvent de nouveau leurs voix et témoigneront devant une institution impartiale et experte en matière de justice internationale : la Deuxième Chambre de la Haute Cour Espagnole (Audiencia Nacional).

Depuis l'officialisation de ce procès dans lequel sept anciens leaders chinois sont accusés de génocide, de torture, de crimes contre l'humanité et de terrorisme, y compris l'ancien président, Jiang Zemin, et l'ancien premier ministre, Li Peng, peu de progrès ont été faits.

Dès le début, le juge et le procureur général se sont opposés à la plupart des étapes judiciaires demandées par CAT. Après les protestations du gouvernement chinois suite à la déclaration devant le tribunal de Thubten Wangchen, victime et directeur de Fundación Casa del Tíbet à Barcelone, la cour a décidé, avec l'appui du procureur général, que les victimes témoigneraient via des commissions rogatoires. De même, en raison des refus répétés du juge, les accusés n'ont pas été interrogés non plus.

En une réponse étonnante à un collègue suisse s'enquérant d'interroger une victime tibétaine, le juge espagnol déclara que "apparemment" il n'avait pas eu connaissance du fait que Jiang Zemin ne bénéficiait plus de l'immunité judiciaire, alors qu'il est notoire qu'il n'occupe plus le poste de Président de la Chine et qu'il n'est plus protégé par aucune immunité selon le droit international, avec de nombreux précédents.

Tous ces faits, sur lesquels l'enquête sur le génocide au Tibet avait gardé le silence, viennent désormais soulever l'intérêt du public, après le refus du Gouvernement Indien de coopérer avec la commission rogatoire envoyée par le juge espagnol. L'impossibilité pour les victimes résidant en Inde de pouvoir témoigner dans ce pays, les a forcé à aller témoigner à Madrid lundi prochain 19 mai 2008 à 9 heures 30, devant le juge Ismael Moreno.



L'avocat espagnol, Dr Esteve, en discussion avec Palden Gyatso,
après leur conférence le 18 février 2008 devant la communauté tibétaine à Dharamshala
(photo / Damien)

CAT: Comité de Apoyo al Tibet
Costa Rica 11 (1, A26); 28016 Madrid Spain
Tel. (0034) 91 350 2414
info@tibetcat.com
www.tibetcat.com

En italique, des précisions apportées lors de la traduction en français.

(*) Selon les premiers témoignages que le **Centre Tibétain des Droits de l'Homme et de la Démocratie** (www.TCHRD.org) a pu difficilement recueillir à ce jour, 16 mai 2008.

Version anglaise

From: [Alan Cantos](#) **Sent:** Saturday, May 17, 2008 9:46 AM

Subject: URGENT: Monday 19th May 2008 at 09.30hours: VICTIMS OF THE GENOCIDE IN TIBET WILL TESTIFY IN SPAIN'S HIGH COURT (AUDIENCIA NACIONAL)

(IN SPANISH BELOW)

PRESS RELEASE BY **CAT** : Comité de Apoyo al Tíbet - 16th May 2008

URGENT AND MAXIMUM COVERAGE REQUESTED

VICTIMS OF THE GENOCIDE IN TIBET WILL TESTIFY IN SPAIN'S HIGH COURT (AUDIENCIA NACIONAL) AS THE OLYMPIC GAMES APPROACH

CAT[Sunday, May 18, 2008 09:53]

After more than fifty years' impunity regarding the genocide of the Tibetan people, victims will finally testify about their sufferings on 19th May 2008 at 9:30 in Court nº 2 of Spain's Audiencia Nacional. Foremost among the voices to be heard is that of Palden Gyatso. A monk from Drepung monastery (where the first protests arose in this latest repression) and author of the book "Fire under the snow", Palden was arrested in 1959 for organizing demonstrations by a group of monks, and spent 33 years in prison. During his imprisonment he witnessed the deaths of many Tibetan prisoners as a result of torture in prison and forced labour in veritable extermination camps. Hearing he was to travel to Madrid, the Tibetan monk declared: "After more than fifty years' genocide against my people, in which more than a million Tibetans have died as a result of the military occupation, a court of justice is at last going to listen to our suffering. A few years ago when I was being tortured in prison in Tibet, my dream was that one day a law court would hear about the horrors endured by thousands of my brothers."

Also to testify is Jampel Monlam, another former monk from Drepung monastery, who was tortured after witnessing what was until now the worst crackdown in Tibet, that of March 1989, which was ordered personally by then Secretary of the Chinese Communist Party in Tibet, Hu Jintao, currently President of China. Mr. Monlam is now director of the Tibetan Centre for Human Rights and Democracy in exile in Dharamsala, India, and before leaving for Spain he declared: "I hope our testimony and the investigation of the case of Tibet in the Spanish Courts will help to clarify the events that have taken place against our people. We trust this case will contribute towards the international community's finally taking a stand for human rights, which come before commercial interests, and that China, host of the Olympic Games, will respect the fundamental rights of the Tibetan people". The judge has called two other victims to testify: Bhagdro, a former monk from Ganden, who was arrested and tortured with 60 other monks in May 1996 for refusing to cooperate with the patriotic re-education campaign in the Tibetan monasteries that was responsible for vilifying the Dalai Lama among the monks; and lastly, the activist, Tenzin Tsundue, who has not been able to attend the legal proceedings due to the short notice given him by the judge.

Since March 10th a new wave of repression has been unleashed on the Tibetan people, and to date there have been 203 deaths, more than four thousand people arrested and hundreds of cases of torture and abuse. The protests that gave rise to this new crisis reveal the desperation felt by an entire people after more than fifty years' systematic human rights violations.

These are not just isolated incidents, as, with the world focused on China and the Olympic Games, the Tibetan people have decided to raise their voice and address the international community. Experts from the United Nations, the International Commission of Jurists and human rights organizations, such as Amnesty International and Human Rights Watch, have asked for an international commission to investigate the events.

Several weeks having gone by since China refused a commission of any sort, and expelled all foreign correspondents, the victims of the genocide in Tibet are once again raising their voices and will testify to an impartial body that knows all about international justice: Court nº 2 of the Audiencia Nacional. Since the acceptance of this lawsuit in which seven former Chinese leaders are accused of genocide, torture, crimes against humanity and terrorism, including former President, Jiang Zemin, and former Prime Minister, Li Peng, little progress has been made. From the very beginning, the judge and the public prosecutor have opposed most of the judicial steps requested by CAT. After the Chinese Government's protests at the declaration in court of Thubten Wangchen, victim and director of the Fundación Casa del Tíbet in Barcelona, the Court decided, with support from the public prosecutor, that the victims would testify through rogatory commissions. Likewise, due to the repeated refusals of the judge, the accused have not been questioned either. In a surprising reply to a Swiss colleague asking about questioning a Tibetan victim, the Spanish judge declares that "apparently" he had no

knowledge that Jiang Zemin had had his immunity lifted, when it is common knowledge that the former President of China gave up that post and is no longer protected by any immunity according to international law with numerous precedents.

All these facts that the investigation into the genocide in Tibet has kept silent are now arousing the interest of the public, after the Indian Government's refusal to cooperate with the rogatory commission sent by the Spanish judge. The impossibility of victims living in exile in India being able to testify in that country has led to them testifying in Madrid this coming Monday 19th May at 9:30, in the presence of the judge, Ismael Moreno.

CAT: Comité de Apoyo al Tibet www.tibetcat.com

Costa Rica 11 (1, A26), 28016 Madrid, Spain - Tel. (0034) 91 350 2414 - info@tibetcat.com